

D'enfant terrible, Orban devient mouton noir au PPE

UE Le Parlement européen a voté l'ouverture d'une procédure contre la Hongrie

- Le dirigeant populiste hongrois a perdu le soutien de sa famille politique européenne.
- Mais la procédure de sanction envers son pays a très peu de chances d'aboutir.

STRASBOURG

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

C'est un basculement, politique et symbolique. Eclipsant l'effet du traditionnel discours sur l'état de l'Union européenne prononcé le matin même par le président de la Commission Jean-Claude Juncker, le Parlement européen a voté en faveur de l'ouverture d'une procédure de sanction envers la Hongrie pour manquement grave et systématique de l'Etat de droit. A vrai dire, le vote en question ne représente formellement qu'une demande adressée au Conseil de l'UE (l'institution représentant les Etats membres) qui, selon l'article 7 du traité de Lisbonne, doit maintenant s'emparer du dossier.

Mais l'événement est politiquement considérable. Car c'est depuis leur arrivée au pouvoir en 2010 que Viktor Orban et son parti Fidesz ont imprimé une dérive à leur pays, notamment en plaçant la justice sous contrôle et en restreignant la liberté de la presse. Jusqu'il y a peu, Viktor Orban disposait de la protection bienveillante de sa famille politique, le Parti populaire européen (PPE, conservateurs modérés). Mais, alors que le pouvoir hongrois s'est récemment attaqué aux ONG, notamment pour criminaliser leur support aux migrants, le soutien s'est rompu : ce sont 115 eurodéputés du PPE qui ont voté en faveur de la procédure, tandis que 58 s'y sont opposés

et 28 se sont abstenus. Au total, le vote sanction contre la Hongrie a recueilli une majorité de 448 députés, représentant la majorité requise des deux tiers, contre 197 et 48 abstentions. En termes de couleurs politiques, le rapport de la députée Sargentini (Verts/ALE) a été soutenu par la quasi-totalité des groupes social-démocrate, libéral, vert et de la gauche radicale, tandis que s'y sont opposés les groupes d'extrême droite (ENL), les populistes/europhobes (EFDD) et les eurosceptiques d'ECR (principalement conservateurs britanniques et polonais).

Côté belge, l'activation de l'article 7 a été votée - francophones, Flamands et germanophones confondus - par les sociaux-chrétiens, les socialistes, les libéraux, et les verts. Seuls les quatre N-VA se sont abstenus. Un vote qu'on ne peut interpréter comme un soutien à la Hongrie : les eurodéputés nationalistes flamands critiquent notamment les dérives de l'Etat de droit en Hongrie et en Pologne, et ils avaient voté une motion condamnant cette dernière, alors que le PiS qui y est au pouvoir siège dans le même groupe. Mais les N-VA sont très critiques au sujet du rapport Sargentini, comme un bon nombre de députés du PPE d'ailleurs qui, tout en ayant voté pour, jugent sévèrement le biais idéologique et le caractère factuellement mal documenté des accusations à l'encontre du gouvernement Orban. Mais, à la faveur du comptage des votes exprimés où les abstentions ne sont pas prises en compte, ces dernières n'ont aucun impact sur l'effet du vote, ce qui, selon les N-VA, les dédouane de tout soupçon de collusion hongroise.

Outre le fait principal de l'ouverture de la procédure envers la Hongrie, l'impact politique réside dans le lâchage d'Orban

par une majorité de ses coreligionnaires. Lors du débat en plénière la veille en présence de Viktor Orban, le chef du groupe PPE Manfred Weber (chrétien-démocrate bavarois, donc théoriquement proche du Hongrois) lui avait lancé : « *L'Europe a inventé les droits humains, pas les droits chrétiens !* » Et par leur vote, le dirigeant PPE et sa majorité de députés ont converti en acte un principe qu'avait annoncé récemment Weber, mais qui n'avait jusque-là jamais prévalu : « *Pas de ristourne sur l'Etat de droit pour les membres de la famille politique.* »

« Pas de ristourne sur l'Etat de droit pour les membres de la famille politique » MANFRED WEBER

Et maintenant ? La patate chaude passe dans le camp du Conseil. L'article 7 prévoit qu'il y faut une majorité qualifiée (55 % des Etats membres et 65 % de la population de l'UE) pour établir que l'Etat de droit est menacé en Hongrie. Il faudrait ensuite l'unanimité au Conseil européen (les chefs d'Etat ou de gouvernement) pour prendre des sanctions envers le pays. Ce que l'on sait politiquement impossible : de même qu'Orban a prévenu qu'il ne votera jamais en faveur de sanctions contre la Pologne qui fait déjà l'objet de la même procédure depuis plus d'un an. Inversement, la Pologne de Kaczyński ne votera jamais contre la Hongrie. En attendant cet horizon très hypothétique, le gouvernement hongrois communique qu'il va contester la validité du vote de ce mercredi. Une initiative vaine, mais qui permet au populiste Orban de mettre l'opprobre sur le compte d'une soi-disant combine d'arrière-salle... ■

JUREK KUCZKIEWICZ

Etat de l'Union Juncker prône une nouvelle « alliance Europe-Afrique »

Dans son discours sur l'état de l'Union, immédiatement après avoir évoqué les défis de la politique migratoire européenne mais comme si le sujet n'y était pas directement lié, le président de la Commission Jean-Claude Juncker a lancé sa proposition d'une « nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe ». En réalité, c'est bien dans le cadre de la « crise migratoire » qu'un nombre croissant de dirigeants européens – et pas seulement ceux qui, comme les Belges, les Français ou les Espagnols, y sont historiquement sensibles – ont pris conscience de l'enjeu capital que représente, pour l'Europe, l'avenir du continent africain. La demande était donc pressante à l'adresse de la Commission européenne de venir avec un projet pour relever le défi.

Devenir « partenaire » de l'Afrique

La proposition de cette nouvelle « alliance » consiste d'abord, dans les termes de Jean-Claude Juncker, en un changement de paradigme : cesser de considérer

la relation avec l'Afrique en termes d'aide au développement et passer au stade du « partenariat ». Le changement n'est pas, comme on pourrait l'entendre dans le dis-

course du président de la Commission, une question morale (abandonner la « charité ») : les dirigeants européens font parfois en privé leur examen de conscience quant au fait que septante ans d'aide au développement n'ont « pas encore sorti un pays d'Afrique de la misère », comme on a un jour entendu le dire crûment un diplomate de haut rang.

La notion de partenariat implique aussi que l'Europe a peut-être autant à y gagner – notamment par la réduction des causes de la migration – que l'Afrique. La Commission propose dès lors d'élaborer un plan combinant l'investissement, notamment du secteur privé, dans des secteurs porteurs bien identifiés, mais aussi dans l'éducation et la formation, et bien entendu aussi dans le développement structurel du commerce euro-africain ainsi que dans

le soutien au commerce intra-africain, encore beaucoup trop faible. Objectif d'ici cinq ans : la création de 10 millions d'emplois en Afrique.

Un grand sommet euro-africain à venir

Par ailleurs, la Commission a fait ses comptes : avec les moyens disponibles dans le budget actuel allant jusqu'à 2020, les quelque 4 milliards d'euros de prêts et garanties pourraient permettre d'en générer jusqu'à 44 milliards à investir. Et pour la prochaine période budgétaire 2020-2027, la Commission espère multiplier ces chiffres respectifs par dix !

« J'ai appelé le président de l'Union africaine, Paul Kagame, lors de la préparation de mon discours », a indiqué Jean-Claude Juncker. L'Autriche, qui assure actuellement la présidence tournante de l'UE, a quant à elle prévu d'organiser un grand sommet euro-africain, le 7 décembre prochain. Cela pourrait être l'occasion de consacrer le changement de paradigme... ■

J.Kz

DISCOURS SUR L'ÉTAT DE L'UNION

Des propositions concrètes

L'axe central du discours sur l'état de l'UE de Jean-Claude Juncker est le renforcement de la « capacité à peser dans le monde » (mieux exprimée, selon les initiés, par le terme allemand de « Weltpolitikfähigkeit »).

Mais concrètement, la Commission annonce 19 initiatives nouvelles pour l'année à venir, un chiffre qui paraît fort ambitieux pour une année d'élections européennes, donc de fin de législature... On pointera :

- 1 Le renforcement de l'Agence européenne de gardes-côtes et gardes-frontières, portée à 10.000 hommes ;
- 2 Une proposition de directive

- organisant à l'échelle européenne les renvois de migrants en séjour irrégulier ;
- 3 L'élargissement des compétences de l'Agence européenne de l'asile ;
- 4 L'extension des compétences du parquet du procureur européen aux actes de terrorisme ;
- 5 Une série de projets liés à la protection des élections européennes contre les ingérences étrangères ;
- 6 La proposition d'abrogation du changement semestriel d'heure.

J.Kz.

LE SOIR 

Retrouvez sur plus.lesoir.be, Jean-Claude Juncker au « Soir » : « J'aurais aussi voté contre la Hongrie. »